



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

VILLE DE CARNOUX-EN-PROVENCE

TÉLÉPHONE : 42.73.79.49 - TÉLÉCOPIE : 42.73.56.11



OBJET:

**Lutte contre les
bruits de voisinage**

ARRETE N° 152 - 1992

Nous soussigné, Jean CHALAND, Officier de l'Ordre National du Mérite, Maire de la Commune de Carnoux en Provence,

Vu le Code des Communes (Art. L 131-2 et L 132-8) ;

Vu le Code de la Santé publique (Art. L.1, L.2, L.49, et L.772) ;

Vu le décret N° 523 du 5 Mai 1988, pris pour l'application de l'article 1er du Code de la Santé Publique, et relatif aux règles propres à préserver la santé de l'Homme contre le bruit de voisinage ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Mairie ;

ARRETONS

ARTICLE 1er :

Sont interdits, sur la voie publique, dans les lieux publics ou accessibles au public, les établissements recevant du public et les lieux de stationnement des véhicules à moteur, les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur caractère agressif ou répétitif, et notamment ceux susceptibles de provenir

- des publicités par cris ou par chants ;

- de l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur tels que : postes récepteurs de radio, magnétophones et électrophones, à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs ;

- des réparations ou réglages de moteur, à l'exception des réparations de courte durée permettant la remise en service d'un véhicule immobilisé par une avarie fortuite en cours de circulation

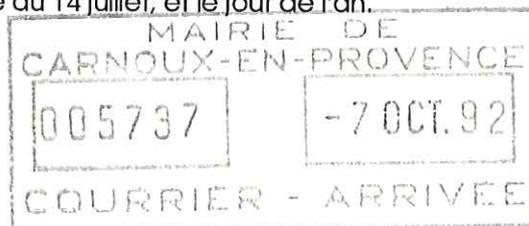
- de l'usage d'instruments de musique, sifflets, sirènes ou appareils analogues ;

- de l'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice, d'instruments et jouets bruyants ;

- de la manipulation, le chargement ou le déchargement de matériaux, matériels ou objets quelconques, ainsi que des dispositifs ou engins utilisés pour ces opérations.

Des dérogations individuelles ou collectives aux dispositions de l'alinéa précédent pourront être accordées lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances, ou pour l'exercice de certaines professions.

Une dérogation permanente aux dispositions du présent arrêté est accordée pour la fête de la musique, la fête locale, la fête nationale du 14 juillet, et le jour de l'an.



ARTICLE 2 :

Toute personne physique ou morale utilisant, dans le cadre de ses activités professionnelles, à l'intérieur de locaux ou en plein air, sur la voie publique ou dans des propriétés privées, des outils ou appareils, de quelque nature qu'ils soient (Industriels, agricoles, horticoles, etc...) susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, ou des vibrations transmises, doit interrompre ses travaux entre 20 heures et 7 heures, et toute la journée les dimanches et jours fériés en cas d'intervention urgente.

L'emploi des procédés d'effarouchement acoustique doit s'effectuer dans les conditions suivantes :

- L'appareil sera placé à une distance minimale de 200 m des habitations, et de 100m des routes et chemins ;
- L'appareil sera positionné dans la direction la moins habitée et si possible dans le sens opposé aux vents dominants ;
- Dans les propriétés éloignées de plus de 500 m des habitations, et de plus de 100 m des routes et chemins, les heures et jours mentionnés à l'alinéa précédent ne s'imposent pas.

Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées, s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés soient effectués en dehors des heures et jours autorisés à l'alinéa premier.

Dans le cas des zones particulièrement sensibles du fait de proximité d'hôpitaux, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite ou autres locaux similaires, des emplacements particulièrement protégés devront être recherchés pour les engins, ainsi que l'emploi de tout dispositif visant à diminuer l'intensité du bruit ou des vibrations émises.

ARTICLE 3 :

Les travaux de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers à l'aide d'outils ou appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, tels que tondeuses à gazon à moteur thermique, tronçonneuses, perceuses, raboteuses, scies mécaniques, etc...ne peuvent être effectués les jours ouvrables que : de 8 heures 30 à 12 heures, et de 14 heures 30 à 19 heures 30, les samedis de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures, les dimanches et jours fériés que de 10 heures à 12 heures.

ARTICLE 4 :

En cas de non respect des conditions d'emploi homologué de matériels d'équipements de quelque nature qu'il soit, d'engins ou de véhicules, sur la voie publique ou les propriétés privées, il pourra être ordonné, en cas d'urgence, de cesser immédiatement les nuisances, sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient éventuellement s'appliquer.

ARTICLE 5 :

Les occupants des locaux d'habitation ou de leurs dépendances sont tenus de prendre toutes précautions pour éviter que la tranquillité du voisinage ne soit troublée notamment par l'utilisation d'appareils audiovisuels, d'instruments de musique, d'appareils ménagers, par la pratique d'activités ou de jeux non adaptés à ces locaux ou par le port de chaussures à semelle dure.

ARTICLE 6 :

Les propriétaires et possesseurs d'animaux, en particulier les chiens, sont tenus de prendre toutes mesures propres à éviter une gêne pour le voisinage, y compris par l'usage de tout dispositif dissuadant les animaux de faire du bruit de manière répétée et intempestive.

ARTICLE 7 :

Les éléments et équipements de bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu'aucune diminution anormale des performances acoustiques n'apparaisse dans le temps ; le même objectif doit être appliqué à leur remplacement.

Les travaux ou aménagements, quels qu'ils soient, effectués dans les bâtiments ne doivent pas avoir pour effet de diminuer sensiblement les caractéristiques initiales d'isolement acoustique des parois.

Toutes précautions doivent être prises pour limiter le bruit lors de l'installation de nouveaux équipements individuels ou collectifs dans les bâtiments, les mesures seront effectuées conformément à la norme NFS 31.057 concernant la vérification de la qualité acoustique des bâtiments.

ARTICLE 8 :

En matière d'occupation du sol, l'implantation d'établissements recevant du public (tels que salles de spectacles, salles de jeux, discothèques, etc...) d'établissements industriels, artisanaux, commerciaux et agricoles non soumis à la législation spéciale sur les installations classées, et l'aménagement de terrains pour la pratique d'activités permanentes ou occasionnelles de loisirs, ne devront en aucun cas lors de leur fonctionnement, troubler le repos ou la tranquillité du voisinage.

Dans les zones d'habitation agglomérée ou d'un habitat existant, lorsque le bruit perçu est susceptible de dépasser le seuil de 30 db A, la création d'établissements de loisir recevant du public et produisant de la musique à hauts niveaux sonores (tels que discothèques, salles polyvalents, salles des fêtes, pianos-bars, restaurants dansants) devront faire l'objet d'une étude acoustique préalable, afin de déterminer les mesures à prendre pour satisfaire aux dispositions du décret n° 88-523 du 8 mai 1988 susvisé, et du présent arrêté.

Ces valeurs d'isolement devront à cet effet être conformes aux recommandations du Conseil national du bruit, et le maître d'ouvrage devra produire un certificat d'isolement acoustique établi par un organisme spécialisé dans les mesures acoustiques tel qu'un bureau de contrôle, un CETE, un bureau d'études ou un ingénieur conseil en acoustique.

ARTICLE 9 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès - verbaux, qui seront transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 10 :

Le Secrétaire Général de la Mairie, le Chef de Brigade de Gendarmerie, le Brigadier chef Principal de la Police Municipale, et tous agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

ARTICLE 11 :

Ampliation du présent arrêté sera transmis au Préfet du département des Bouches du Rhône.

A Carnoux en Provence, le 11 Septembre 1992

Pour Ampliation
L'Adjoint Délégué



Guy HASLAY

Le Maire

Jean CHALAND